

Syndicalistes, donc antifascistes 7 ans après la mort de Clément Méric, on n'oublie pas, on pardonne pas



Union syndicale Solidaires

Le 5 juin 2013, Clément Méric, militant de Solidaires étudiant-es et militant antifasciste, était tué par des militants d'extrême droite. 7 ans après, on n'oublie pas, on pardonne pas !

Le 5 juin 2013, à Paris, Clément Méric, syndicaliste à Solidaires étudiant-e-s et militant antifasciste, tombait sous les coups de militants néo-nazis.

La vérité a été dite publiquement sur les circonstances de la mort de Clément et la dimension politique de ce crime a été clairement mise en évidence. Il ne doit pas y avoir d'impunité pour les crimes fascistes.

À l'issue d'un premier procès, deux des trois agresseurs de Clément Méric ont été condamnés à 7 ans et 11 ans de réclusion criminelle. Leur défense qui renvoyait dos à dos extrême gauche et extrême droite a été réfutée. Le procès en appel, prévu en décembre 2019, puis repoussé à avril 2020 n'a pu se tenir pour cause de pandémie.

Clément est mort pour ses combats : il luttait pour le progrès social et contre toutes les formes d'oppressions ; c'était insupportable pour ses agresseurs. Profondément antifasciste, il est mort d'avoir refusé de baisser les yeux.

Dans un contexte de criminalisation des mouvements sociaux et des militant-e-s, il est important de rappeler que c'est

l'extrême droite et ses idées qui violentent, blessent et tuent partout en France, et dans le monde, hier comme aujourd'hui. Le fascisme est un poison : la résistance antifasciste doit continuer à s'organiser.

Le fascisme doit être combattu partout, dans les universités comme sur les lieux de travail, dans la rue comme dans les discours.

Les combats de Clément Méric sont toujours d'actualité : les lois anti-immigré-e-s, les réformes antisociales de Macron, les violences policières notamment dans des quartiers populaires et les discriminations structurelles nous rappellent que le racisme et l'autoritarisme sont toujours bien ancrés dans les institutions.

Nous continuerons de lutter contre les politiques de casse sociale qui font le jeu de l'extrême-droite. Et nous n'accepterons aucun compromis avec les thèses et discours d'extrême droite, quels que soient ceux qui les véhiculent.

A l'heure où Trump veut déclarer « terroristes » les antifascistes, à l'instar de propositions de Marine Le Pen et d'autres politiciens français, nous le répétons : il ne peut y avoir aucun compromis avec l'extrême droite. Alors oui, syndicalistes Solidaires, nous sommes antifascistes !

Paris, le 5 juin 2020